

Communiqué du Maire, Michel LEBOUC Magnanville, le 27 février 2024

MAISON D'ARRET À MAGNANVILLE : C'EST TOUJOURS NON !

Le 24 février dernier, j'ai appris, par voie de presse, que l'État aurait décidé de valider le site 1 pour son projet de construction d'une maison d'arrêt à Magnanville. Il s'agit de l'hypothèse la plus proche des habitations, du lycée Senghor et du cœur de ville, avec une emprise de 20 hectares sur des terres agricoles!

Une opposition sur le fonds comme sur la forme

Ce projet est une aberration. Alors que l'État s'est engagé dans une démarche de réduction de l'artificialisation des sols, ce projet amènerait à consommer 20 hectares de terres agricoles fertiles! Le terrain identifié se trouve à 150 mètres des habitations, d'un lycée public accueillant 1300 élèves, d'un lycée agricole, d'un Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, du cœur de ville... Ce projet comporte de nombreuses autres contraintes : terrain argileux, problème de ruissellement, questions d'assainissement, etc. Malgré tout, l'État s'entête à considérer ce site comme le meilleur.

Nous apprenons l'avancée de ce dossier par voie de presse, alors que l'État ne cesse de marteler à quel point la proximité et la concertation avec les élus de terrain est cruciale. Nous avons été l'objet d'une pseudo consultation au cours de laquelle chacun des arguments que nous avons avancés, a été balayé d'un revers de main. Peut-on accepter ce mépris anti démocratique ?

Notre combat se poursuit

J'activerai l'ensemble des recours possibles pour contrer ce projet, recours juridiques et démocratiques, médias, etc. **Je demande aussi à tous les Magnanvillois qui le souhaitent de se mobiliser à nos côtés.** J'organiserai prochainement la grande réunion publique que j'avais annoncée il y a quelques semaines. J'espère que vous serez nombreux à nos côtés. J'organiserai également des rassemblements pour dénoncer cette tentative de passage en force de l'État et pour que notre voix soit enfin entendue!

Soyez certains que je ne baisserai pas les bras dans l'intérêt de notre commune, dans l'intérêt de ses habitants et dans l'intérêt de notre territoire. Rien n'est joué, et nous sommes nombreux, élus, habitants, prêts à relever les manches pour contrer ce projet aberrant.